

10 POUVOIR PROFOND

Les enquêteurs de la CIA et du FBI ont été bloqués par leurs supérieurs chaque fois qu'ils découvraient l'implication de Saoudiens. Par la suite, ces derniers ont été protégés par l'occultation partielle du chapitre du rapport du Sénat, concernant leur implication dans les attaques du 11 Septembre.

Il serait pourtant naïf de croire que l'Arabie saoudite domine la politique des Etats-Unis, et plus naïf encore de penser qu'elle contrôle leurs services secrets. La collaboration avec les Saoudiens est une stratégie des services américains, appliquée dans l'Opération Cyclone visant à combattre les Soviétiques en Afghanistan de 1979 à 1989 - comme dans les autres activités du Safari Club, fondé en 1976 (voir chapitres 6 et 12).

Pour que l'action des services secrets américains en Afghanistan n'apparaisse pas au grand jour, ils ont fait sous-traiter leur soutien au moujahidines et aux Talibans par les services secrets pakistanais (ISI) et saoudiens (qui co-finançaient l'opération). Le Saoudien Oussama Ben Laden servait de paravent - dissimulant le soutien américain aux combattants islamiques. A-t-il servi plus tard à justifier l'invasion américaine de l'Afghanistan ?

Les opérations secrètes des services américains peuvent se dérouler à l'insu du Sénat et de la Chambre, mais aussi à l'insu d'une partie du gouvernement. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat (Affaires étrangères) dans l'administration Carter depuis 1977 (considéré comme une colombe) en conflit permanent avec le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski (un faucon), n'était pas au courant du programme afghan (L'Opération Cyclone, restée secrète jusqu'en 1997). Il démissionna d'ailleurs en avril 1980 à la suite d'une autre expédition militaire secrète organisée pour libérer les otages américains en Iran sans qu'il en soit informé, opération qui échoua lamentablement.

Cette culture du secret semble avoir atteint son apogée lors du premier mandat de George Bush. L'ancien directeur de cabinet du secrétaire d'Etat Colin Powell, Lawrence B. Wilkinson, écrit que :

Certaines décisions parmi les plus importantes concernant la sécurité nationale des Etats-Unis... furent prises par une cabale discrète et peu connue. Elle était composée d'un petit groupe de personnes dirigées par le Vice-président Dick Cheney et le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld... Ses travaux isolés et secrets étaient efficaces et rapides – ressemblant à un processus de décision qu'on associerait plutôt à une dictature qu'à une démocratie.¹

Cette « dictature » avait ceci de particulier que « le Président Bush abandonnait la plupart des décisions critiques à son Vice-président et à son secrétaire à la Défense ».²

L'Etat profond

Le fonctionnement du cabinet Bush illustre parfaitement la notion d'Etat profond, développée par l'analyste politique Peter Dale Scott. Il s'agit du « contrôle direct ou indirect de certaines activités spécifiques au gouvernement par le percentile du sommet ». C'est un « pouvoir vertical ou fermé, à l'opposé du pouvoir transparent de l'Etat (public) ou *res publica* qui représente le peuple dans son ensemble ».

¹ Lawrence B. Wilkerson, "The White House Cabal", *Los Angeles Times*, 25/10/2005

² Idem

Selon Peter Dale Scott :

La paranoïa bureaucratique au sein de l'Etat profond des Etats-Unis, non régulée par les institutions étatiques, contribua, des années auparavant, à créer Al Qaida puis à créer une situation dans laquelle presque inévitablement, des éléments d'Al Qaida ont fini par se retourner contre les Etats-Unis... Les pouvoirs secrets verticaux sont devenus une menace majeure pour la démocratie.³

Certains trouveront peut-être que cette vision de la société américaine est elle-même paranoïaque. Cependant, n'éclaire-t-elle pas les mécanismes que nous avons vus à l'oeuvre au sein de la CIA et du FBI ? Des enquêteurs zélés, comme John O'Neill, Robert Wright ou Coleen Rowley, ont été bloqués dans leur carrière, tandis que ceux qui les empêchaient de découvrir les auteurs des attaques du 11 Septembre ont été promus aux plus hauts niveaux de l'Etat, comme Michaël Chertoff ou France Townsend.

La présente analyse des événements du 11 Septembre n'est pas assez extensive pour déceler tous ceux qui ont pu jouer un rôle trouble, d'autant plus que dans le domaine des services secrets, seule une partie des événements apparaît progressivement au grand jour. Trois cas illustrent cependant la manière dont l'Etat profond a perverti l'Etat public.

Richard Clarke « pas dans le coup »

Richard Clarke était le « tsar du contre-terrorisme » pendant plus de dix ans, de 1992 à 2003, sous trois Présidents : Ronald Reagan, Bill Clinton et George W. Bush. La durée et l'importance de son pouvoir donnent à penser que rien de ce qui touchait au terrorisme aux Etats-Unis n'aurait dû lui échapper. Il révélera pourtant lui-même avoir été trompé par l'administration Bush.

La CIA a dissimulé à Clarke la présence de deux des futurs pirates de l'air aux Etats-Unis pendant plus d'un an avant le 11 Septembre, et Clarke considère George Tenet, directeur de la CIA (de 1996 à 2004), comme responsable du blocage de cette information capitale.⁴ Souvenons-nous qu'une semaine avant le 11 Septembre, George Tenet mit son veto à un plan minutieusement préparé d'élimination d'Oussama Ben Laden par un drone Predator.

La seule explication que Richard Clarke ait pu trouver *a posteriori*, pour justifier la protection des pirates de l'air par la CIA, est que celle-ci cherchait à les recruter comme informateurs.⁵ Explication qui n'est pas logique car, dans ce cas, ils auraient été surveillés de près et n'auraient pas pu réaliser les attaques du 11 Septembre – *sauf si l'objectif n'était pas de les empêcher*.

Après avoir démissionné de l'administration Bush, Richard Clarke écrivit⁶ et déclara en 2004 que Bush avait négligé de nombreuses alertes concernant Al Qaida et cherchait des excuses pour attaquer l'Irak. Dick Cheney rétorqua que Clarke n'était « pas au courant des grandes décisions », et qu'il « aurait sans doute désiré une position plus importante ». ⁷ L'expression utilisée par Cheney était « *not in the loop* » (pas dans le coup). Nous avons vu en effet (chapitre 6) que Clarke était privé des informations les plus sensibles de la CIA du FBI et de la NSA.

Cette remarque cynique de Dick Cheney illustre le fonctionnement de l'Etat profond. On se demande en effet quelle *position plus importante* en matière de contre-terrorisme aurait pu souhaiter Richard Clarke. Si Clarke a été trompé, c'est que le pouvoir ne se trouvait pas là où il était censé être. Nous allons voir que Colin Powell et Condoleezza Rice furent également trompés sur de questions essentielles. Il faut donc se demander qui dirigeait réellement les Etats-Unis.

³ Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, Editions Demi-Lune, 2013, pp.30-32

⁴ Interview de Richard Clarke diffusée en 2011 : www.youtube.com/watch?v=bl6w1YaZdf8

⁵ Fifteen Years Later, *Fordham Law News*, 28/04/2016

⁶ Richard Clarke, *Against All Enemies : Inside America's War on Terror*, 2004

⁷ « Bush administration rejects Clarke charges. Rumsfeld to testify before 9/11 panel Tuesday », CNN, 6/5/2004.

Colin Powell trompé par la CIA

Colin Powell, secrétaire d'Etat américain prononça en 2003 à l'ONU un discours sur les armes de destruction massive en Irak. Les « preuves » qu'il avançait se sont révélées pour la plupart fausses. Dans une interview donnée lors de la publication de la traduction française de son livre en 2013⁸, il déclare :

« Le Président Bush m'a demandé de présenter nos preuves à l'ONU à partir d'un texte rédigé par un conseiller du Vice-président Cheney. Or, quand j'ai demandé aux services de renseignement des éléments concrets pour étayer certaines parties de ce document, ils m'ont répondu qu'ils n'avaient jamais vu ces informations-là... Je suis allé au siège de la CIA, et grâce aux informations fournies par son patron, George Tenet, j'ai pu bâtir le discours. »

« Le bureau de Cheney insistait pour que je parle des liens supposés entre Saddam Hussein et Al Qaida, que le Vice-président avait souvent évoqués. Mais, comme les éléments n'étaient pas probants, je ne l'ai pas fait. J'ai également très peu parlé du programme nucléaire. »

« Dix ans plus tard, Tenet n'a toujours pas reconnu que [ces informations] étaient fausses ! Pas une fois, il n'a expliqué pourquoi ses services avaient écrit, par exemple, que Saddam Hussein avait des centaines de tonnes d'armes chimiques, "dont la plupart avaient été fabriquées l'année passée", alors qu'il n'en possédait pas un gramme ! »⁹

Colin Powell, considéré comme une colombe de l'administration Bush, fût plutôt pigeon ; il estime lui-même que ce discours à l'ONU restera « une tache » dans sa carrière. On peut même dire que ce fut la fin de la carrière d'un homme qui aurait pu, aussi bien qu'Obama, être candidat aux élections présidentielles.

Le « bureau de Cheney » dont parle Colin Powell était l'*Office of Special Plans*, créé après le 11 Septembre par Cheney et dirigé par Paul Wolfowitz et Douglas Feith pour contourner la CIA, pas assez arrangeante concernant la menace qu'était supposé représenter Saddam Hussein.¹⁰ On voit comment le Vice-président Dick Cheney, avec la complicité du directeur de la CIA George Tenet, a trompé le secrétaire d'Etat américain, afin que l'ONU approuve l'intervention américaine en Irak. Ceci montre à nouveau comment l'Etat profond se joue de l'Etat public et des instances internationales.

Des documents déclassifiés en 2010, au nom de la liberté d'information (*Freedom of Information Request*) montrent que George W. Bush s'est attelé à trouver comment renverser le régime de Saddam Hussein et comment justifier une guerre en Irak dès son entrée à la Maison Blanche en janvier 2001 (comme l'avait pressenti Hubert Védrine).

Quelques heures après les attentats du 11 Septembre 2001, le secrétaire à la Défense d'alors, Donald Rumsfeld, a évoqué une attaque de l'Irak en même temps que la traque d'Oussama Ben Laden, selon les minutes d'une réunion tenue à cette époque.

Donald Rumsfeld a ordonné à un avocat du Pentagone de se consacrer avec un adjoint à trouver "un fondement" à un lien supposé entre le régime irakien et le chef d'Al Qaida, selon les documents publiés par le National Security Archive, un institut de recherche indépendant¹¹.

Tout ceci dévoile la stratégie de la « cabale de la Maison Blanche », dont le Secrétaire d'Etat Colin Powell lui-même ne semblait pas informé, et qui n'a jamais été reconnue par la suite.

⁸ Colin Powell, *J'ai eu de la chance*, Odile Jacob, 2013.

⁹ « EXCLUSIF. Colin Powell : comment la CIA m'a trompé », *Nouvelobs.com*, 3/3/2013.

¹⁰ Steve Perry, "The CIA Leak Investigation: Bigger Fish, Deeper Water", *Minneapolis/St. Paul City Pages*, November 2, 2005

¹¹ « L'administration Bush visait l'Irak depuis le début », *Nouvelobs.com*, 26/9/2010

Condoleezza Rice humiliée par Rumsfeld

Une série d'incidents à la Maison Blanche révèlent à la fois le travail occulte de Cheney et Rumsfeld au sein du gouvernement et leur stratégie d'obstruction systématique aux enquêtes et aux procès relatifs au 11 Septembre.

Condoleezza Rice, conseillère nationale à la sécurité, s'opposa en novembre 2001 à la signature par le Président Bush d'un ordre de création de tribunaux militaires pour juger les prisonniers de Guantanamo, préparé à son insu par Dick Cheney. Elle mit sa démission en balance et George Bush fit marche arrière. Ces tribunaux furent finalement instaurés en 2006 par ordre présidentiel.¹²

En 2004, Dick Cheney et Donald Rumsfeld faisaient tout pour retarder la mise en place de vrais tribunaux destinés à juger les terroristes. « Rumsfeld s'opposait à ce que l'on place ces prisonniers dans un cadre légal quelconque ». ¹³ Condoleezza Rice estimait que les suspects terroristes ne pouvaient pas « disparaître » comme dans les Etats autoritaires. Rumsfeld refusa deux fois de participer à des réunions organisées par Rice à ce sujet, et Condoleezza Rice éclata en larmes le jour où George Tenet quitta la deuxième réunion en la défiant.

Une confrontation intense se déroula également lorsqu'en août 2006 Condoleezza Rice poussa Bush à reconnaître la détention depuis 2003 de Khalid Sheik Mohamed (principal suspect des attentats du 11 Septembre), ainsi que d'autres prisonniers dans des prisons secrètes situées à l'étranger. Après un affrontement entre Mme Rice et Cheney, le Président Bush accepta de transférer les prisonniers à Guantanamo.¹⁴

A noter que Khalid Sheikh Mohamed, qui – après 183 séances de *waterboarding* (simulation de noyade)¹⁵ – aurait avoué être « responsable de A à Z des opérations du 11 Septembre »¹⁶, ainsi que de 28 autres attentats ou projets, y compris des tentatives d'assassinat des Présidents Carter, Clinton et du Pape¹⁷, est toujours détenu à Guantanamo sans jugement, 16 ans après les faits. Aucun journaliste n'a pu l'entendre, pas plus que les membres de la Commission sur le 11 Septembre.^{18 19}

Cheney, Rumsfeld et l'Etat profond

Ces agissements d'une sorte de gouvernement au sein du gouvernement amènent à s'intéresser de plus près à la carrière et à la personnalité de Dick Cheney et Donald Rumsfeld. Bien qu'ils aient travaillé de nombreuses années dans le secteur privé, ces deux hommes ont joué pendant 20 ans un rôle profond dans le gouvernement des Etats-Unis.

Donald Rumsfeld fut nommé secrétaire à la Défense par le Président Gerald Ford en 1975, tandis que son jeune protégé Dick Cheney devenait directeur de cabinet à la Maison Blanche. Après la fin de la présidence de Ford en 1977, Rumsfeld travailla quinze ans dans le privé, notamment comme président de sociétés pharmaceutiques.

Cheney fut, de 1995 à son entrée au gouvernement Bush, PDG d'Halliburton, multinationale spécialisée dans les services à l'industrie pétrolière et gazière qui, après 2003, obtint des contrats pour 11 milliards de \$ avec les forces américaines en Irak. Contrats obtenus grâce à Dick Cheney sans appel d'offres.²⁰ De plus, un audit du ministère de la défense américaine a découvert des surfacturations d'Halliburton dépassant un milliard de \$.²¹

¹² https://en.wikipedia.org/wiki/Guantanamo_military_commission

¹³ Andrew Cockburn, *Rumsfeld, his Rise, Fall and Catastrophic Legacy*, 2007, p.135

¹⁴ « Donald Rumsfeld made Condoleezza Rice cry in the White House », *Telegraph*, 20/9/2008; "In Memoir, Rice Tells of Clashes With Cheney", *New York Times*, 22/10/2011

¹⁵ Portrait of 9/11 "Jackal" Emerges as He Awaits Trial, *New York Times*, 15/11/2009

¹⁶ Les aveux du cerveau du 11 septembre, *Libre Belgique*, 16/3/2007

¹⁷ Suspected Leader of 9/11 Attacks Is Said to Confess, *New York Times*, 15/3/2007

¹⁸ Fenton, p.166

¹⁹ En 2017, il reste 41 détenus à Guantanamo, dont cinq sont accusés d'avoir orchestré les attaques du 11 Septembre, mais aucune date n'est prévue pour leur procès devant le tribunal militaire de Guantanamo, *The Times*, 22/2/2017

²⁰ « The Paper Trail », *Time*, 30/5/2004

²¹ « Les surfacturations de Halliburton en Irak dépasseraient largement un milliard de dollars », *Lemonde.fr*, 28/6/2005

En même temps, Dick Cheney et Donald Rumsfeld participaient depuis les années 1980, à une structure parallèle de planification d'urgence nationale aux Etats-Unis, une sorte de « gouvernement secret ».

L'objectif formel de cette structure était la "continuité du gouvernement" (COG pour Continuity of Government) (...). Les plans de ce que le journaliste James Bamford a appelé le "gouvernement secret" de la COG se sont développés principalement, mais pas exclusivement, sous les administrations Républicaines depuis les années 1950^{22 23}.

La planification des situations d'urgence politique se développa surtout sous le Président Reagan, où leur budget atteignit 1 milliard de dollars par an.²⁴ « Certaines des procédures au plus haut niveau concernant le COG furent orchestrée par un groupe extra-gouvernemental parallèle » incluant Donald Rumsfeld et Dick Cheney. La responsabilité globale de ce programme fut assignée au Vice-président George Bush senior, avec l'aide du lieutenant-colonel Oliver North. « Certains officiels américains menaient furtivement des exercices de planification destinés à maintenir un gouvernement fédéral, pendant et après une guerre nucléaire avec l'Union soviétique ».²⁵ Andrew Cockburn écrit :

*Sous l'ère Clinton les exercices continuèrent, avec un budget annuel de plus de 200 millions de dollars. Les Soviétiques disparus furent alors remplacés par des terroristes (...) Dans les bunkers, Rumsfeld se retrouvait en sympathique compagnie politique, la liste des 'joueurs' étant presque exclusivement constituée de faucons Républicains. 'C'était un moyen pour ces gens de rester en contact. Ils se rencontraient, faisaient l'exercice, puis ils tiraient à boulets rouges sur l'administration Clinton, de la manière la plus extrême' me révéla un ancien officiel du Pentagone ayant eu une connaissance directe de ce phénomène. 'On pourrait parler d'un gouvernement secret attendant son tour. L'administration Clinton fut extrêmement indifférente à cela, ils n'avaient aucune idée de ce qui s'y déroulait'.*²⁶

Ces jeux de guerre amènent à se demander jusqu'où ces conspirateurs officiels ont pu aller. D'autant plus que les plans de la COG ont été mis en oeuvre le 11 Septembre, comme nous l'apprend incidemment le rapport de la Commission sur le 11 Septembre, « sans approfondir cette question... ».²⁷

Une question pourtant pas négligeable, puisque le Patriot Act (*Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism*) émane probablement du COG. Ce texte législatif de 342 pages, sorti des tiroirs de la Maison Blanche immédiatement après le 11 Septembre, réduit certaines libertés fondamentales, et renforce le pouvoir des agences de renseignement. Il a été adopté par le Congrès *sans débat*, et sans même avoir été mis à la disposition de ses membres avant le vote.²⁸

Le procureur général John Ashcroft insistait pour que le Congrès vote ce texte *dans les trois jours*, sans quoi il pourrait être tenu pour responsable de toute nouvelle attaque terroriste.²⁹ Qui aurait osé ne pas se montrer « patriote » ? Surtout après que deux sénateurs – qui avaient initialement remis la loi en question – furent calmés par les courriers piégés à l'anthrax qu'ils reçurent³⁰ : 31 personnes furent contaminées³¹ et les bureaux du Congrès évacués. En 2008, on a découvert que ces bacilles d'anthrax provenaient du laboratoire militaire de Fort Detrick, Maryland, le laboratoire qui prétendait en 2001 que l'anthrax provenait des armes biologiques (imaginaires) de Saddam Hussein.³²

²² Peter Dale Scott, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*, Editions Demi-Lune, 2013, p.257

²³ Bamford, James. *A Pretext for War: 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies*, Doubleday, New York 2004, pp 70-72

²⁴ Cockburn, Andrew Cockburn, *Rumsfeld, His Rise, Fall and Catastrophic Legacy*, 2007, p.85

²⁵ Scott, idem, p.260

²⁶ Andrew Cockburn, *Rumsfeld, His Rise, Fall and Catastrophic Legacy*, 2007, p.88 ; cité dans Scott, p.261

²⁷ *The 9/11 Commission Report*, p.38, 326 et 555.

²⁸ "Anti-Terrorism Bill NOT Available For House Review Before Vote!", *Washington Times Insight Magazine*, 10/11/2001

²⁹ Rachel Meeropol Ed., *America's Disappeared, Secret imprisonment and the 'war on terror'*, New York 2005, p.15

³⁰ *Time*, 26/11/2001

³¹ A NATION CHALLENGED: THE ANTHRAX THREAT; TESTS SHOW ANTHRAX EXPOSURE IN AT LEAST 30 CAPITAL WORKERS, *New York Times*, 18/10/2011

³² Glenn Greenwald, "Vital unresolved anthrax questions and ABC News: A top U.S. government scientist, suspected of the anthrax attacks, commits suicide. ABC News knows who is responsible for false reports blaming those attacks on Iraq, but refuses to say", *Salon*, 1/8/2008.